

# « Ouvrir l'école sur le monde extérieur »

PACTE Pour Olivier Remels, l'enseignement qualifiant doit être un choix positif

- ▶ La Fondation pour l'enseignement fête ses cinq ans ce jeudi.
- ▶ Elle fait le point sur son action dans le cadre du Pacte d'excellence.
- ▶ À son actif : gouvernance et refonte de l'enseignement qualifiant.

Cinq bougies... Cinq bougies ou presque pour le Pacte d'excellence (cela fera cinq ans en septembre prochain que Joëlle Milquet lançait le processus). Cinq bougies aussi pour la « Fondation pour l'enseignement ». Portée sur les fonts baptismaux quelques mois avant le lancement du grand barnum qui allait chambouler l'école francophone, cette dernière a trouvé dans le Pacte une vraie visibilité. Entretien avec Olivier Remels et Luc Willame, respectivement administrateur délégué et président de la Fondation.

**La Fondation, c'est le monde de l'entreprise qui s'invite à l'école ?**  
Non, c'est l'école qui rencontre le monde de l'entreprise et vice-versa. La Fondation a été créée par les Fédérations de pouvoirs organisateurs, l'Union wallonne des entreprises et son homologue bruxelloise Beci. L'objectif est de se mettre d'accord sur les thématiques qui font se rencontrer l'une et l'autre : la revalorisation de l'enseignement qualifiant, l'amélioration des relations entre ces deux mondes et un focus transversal sur le numérique. De manière transversale aussi,

*nous avons apporté notre expertise dans les travaux du Pacte pour favoriser la compétence « s'entreprendre à l'école ». À ne pas confondre avec la création d'entreprises. On parle ici - et c'est explicitement prévu dans les nouveaux référentiels - d'apprendre à apprendre, de développer le travail en équipe, de prise de responsabilités, de créativité... tout ce qui peut favoriser une posture active de la part des élèves dans leur cursus. C'est à mettre en lien avec le soutien à la nouvelle gouvernance du monde scolaire : plus d'autonomie dans le pilotage, plus de responsabilité des directions et des équipes pédagogiques, appropriation du changement... Dans ce contexte, nous avons ardemment défendu l'autonomisation du réseau officiel, qui est une condition de base pour son développement harmonieux. On cherche à changer la posture des cadres de l'école de la même façon qu'on cherche à changer la posture des élèves et des enseignants dans les classes.*

**Cherchez-vous à transformer les élèves en entrepreneurs ?**  
On n'est pas du tout ici dans « l'esprit d'entreprendre », on est davantage dans l'ouverture au monde - donc aux métiers et à l'entreprise ainsi que le prescrit le tronc commun - pour permettre aux élèves de se construire un parcours orientant positif. Loin de nous l'idée de développer une vision adéquationniste, on est davantage ici dans une vision profondément humaniste. C'est comme pour les plans de pilotage, nous voulons tordre le cou à cette idée reçue qui voudrait qu'on essaie

de transformer l'école en entreprise.

**La Fondation a aussi été active dans la réflexion sur le qualifiant. Avec quels résultats ?**

*Nous avons effectivement assumé la présidence du groupe de travail spécifique. Nous en retenir notamment ceci : il est indispensable de faire les choses différemment de ce qu'on fait aujourd'hui, le qualifiant ne doit plus être synonyme d'arrivage massif d'élèves en perdition dans le général. L'ambition du tronc commun multidisciplinaire est d'arriver à un choix positif pour chaque élève. Tout ceci pose aussi la question de l'image du qualifiant dans le général. Les enseignants connaissent mal ce secteur, tout comme ils connaissent mal l'alternance.*

**Le qualifiant gagnera en visibilité après la réforme annoncée ?**

*L'ambition du pacte est de revisiter chaque option et de déterminer la meilleure filière menant vers un métier déterminé. On peut imaginer par exemple que la meilleure façon d'apprendre la coiffure soit l'alternance et pas l'enseignement de plein exercice. Le gros enjeu, c'est de mettre la bonne option au bon endroit, en évitant les redondances et en favorisant les parcours qui correspondent le mieux aux métiers ; le tout à l'échelle des bassins de vie.*

**L'autre enjeu n'est pas aussi de faire le ménage dans le secteur ?**

*En fait, des options accueillent beaucoup d'élèves mais ne mènent pas à l'emploi, tandis qu'une grande quantité d'options mènent à l'emploi sans accueillir beaucoup d'élèves... Il faut entrer dans ce débat avec*

*prudence mais détermination. On ne peut en tout cas plus soutenir un enseignement qualifiant qui ne qualifie pas.*

**Ça repose la question des relations écoles - entreprises...**

*Ces relations ne se réduisent pas à une forme d'adéquationnisme. Nous avons prouvé, en cinq ans, qu'on a fait tout sauf cela. Nous avons contribué à ouvrir les acteurs de l'école sur le monde extérieur, à montrer que c'est dans la coconstruction qu'on obtient les meilleurs résultats. ■*

Propos recueillis par  
ÉRIC BURGRAFF

## EN BREF

### Options et emploi

Dans l'enseignement qualifiant, sur les 178 choix proposés aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés, les dix les plus fréquentés scolarisent 48 % des élèves : agent d'éducation, soins infirmiers, puériculture, technicien en comptabilité, auxiliaire administratif, aide familiale, technicien de bureau, aspirant en nursing, électricien automatique et coiffure. A contrario, les 108 options les moins fréquentées scolarisent 7 % des élèves. Les travaux préparatoires au Pacte constataient d'ailleurs que parmi les 15 options les plus fréquentées aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés, seules 4 mènent à un métier en demande en Wallonie ou à un métier en pénurie à Bruxelles. Par ailleurs, seuls 2.600 élèves sur 61.000 aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> degrés, sont inscrits dans une option menant au top 15 des métiers en demande en Région wallonne.

E.B.